

CIBLE

Ministères

A l'exception d'une douzaine de ministres et des journalistes spécialisés - ou de corvée - il y a un sujet dont tout le monde se contrefiche : le remaniement ministériel, différé pour des motifs dépourvus de tout intérêt.

En pleine tourmente sociale, alors que le milieu dirigeant est totalement récusé, il est pitoyable de voir s'agiter les ambitieuses et les ambitieux qui convoitent le poste de François Fillon. Michèle Alliot-Marie, froide exécutante des décisions de l'Élysée ? Jean-Louis Borloo, qui fait rire le public des *Guignols de l'info* ? Un jeune loup rêvant de prendre dès que possible la place du supposé président ? Qu'importe !

Au mépris de la Constitution, le Premier ministre ne joue plus aucun rôle politique : il n'est rien d'autre que le chef de cabinet de Nicolas Sarkozy.

Au mépris de la Constitution, les ministres sont des marionnettes entre les mains des conseillers élyséens.

Dans ces conditions, tout remaniement n'est qu'un jeu d'apparences.

MOUVEMENT SOCIAL

Une lame de fond

Deuil

**Claude
Lefort**

p. 9

Inquiétude

**L'avenir
du Pakistan**

p. 5

Remettez-nous ça !

Après lecture du dernier rapport Attali, Angélique Lacane s'étonne que cet immense écrivain, que ce coryphée des sciences, que ce banquier magnifique, que ce compagnon et confident des grands de ce monde, que cet ami du genre humain ait publié des recommandations d'une insignifiante mollesse. Elle l'invite à durcir le ton.

Tout ça pour ça ! Jacques, notre Jacques qui enseigna l'économie politique en maintes universités et écoles prestigieuses, qui dirigea la somptueuse Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, l'ami de Coluche et de Gorbatchev, l'homme aux cinquante ouvrages en cinquante ans de carrière, tous écrits de sa blanche main comme chacun sait, comment le musicologue averti, le mémorialiste distingué, le romancier qui nous tira des larmes, l'éminent biographe de Blaise Pascal, de Karl Marx et de Gandhi (plus des égaux que des maîtres), comment cet homme-là, ce génie multidimensionnel, comment Jacques le journaliste qui, en fulgurants articles, a popularisé l'expression « *phare de la pensée* », a-t-il pu laisser tomber de sa plume cette chose molle, que je me refuse à décrire plus précisément.

Cette matière, présentée comme rapport et déposée sur les mains du supposé président, reçue par icelui avec empressement et même gourmandise, n'est rien d'autre qu'une compilation de recettes vieillottes – celle d'une ménagère ultra-libérale fatiguée du ciboulot.

Que lit-on dans le rapport de la *Commission pour la libération de la croissance française* ? Sous la langue de bois moderniste tendance gauche (on ose évoquer « l'État-Providence »), derrière les révérences aux modes d'hier ou d'avant-hier (« *s'appuyer sur une Europe forte* » au moment où elle se disloque à cause de l'Allemagne et de la BCE ; « *promouvoir le goût du risque* » et autres poncifs) le rapport attribué à Jacques Attali multiplie les courbettes à l'égard de tous les groupes sociaux qu'il importe de reconnaître et de flatter afin de

désarmer les critiques. C'est là un exercice commun à d'innombrables rapports et les rédacteurs de la Commission n'ont oublié personne : ni les jeunes, ni les universitaires, ni les chômeurs, ni les contribuables : « *Organiser une mobilisation générale de la société française en faveur de sa jeunesse* » ! « *Mettre en place une véritable gestion des ressources humaines de l'éducation* » ! « *Réduire la précarité sur le marché du travail* » ! Tout le monde est d'accord et chacun se réjouit : ah ! qu'il est beau, qu'il est gentil l'Attali de Sarkozy...

Dès que les fumées de l'encens se sont dissipées, on aperçoit sans surprise l'argument massue du rapport : faire des économies budgétaires par le « *gel du point d'indice des salaires des fonctionnaires* », par la réduction de leur nombre, par le « *gel de certaines prestations sociales (aides*

au logement, allocations familiales, prestations maladies indexées...) et la mise sous condition de ressources des allocations familiales »... Il y a bien d'autres malfaisantes bêtises dans ce rapport, sur lesquelles nous reviendrons si besoin est, mais allons pour le moment à l'essentiel : cette politique de baisse de la dépense publique ne « *libérera* » pas la croissance française mais au contraire la réduira à néant. Toutes les propositions constructives du rapport s'en trouvent invalidées.

Mais qu'on ne s'énerve point après le bonhomme : quant aux folies ultra-libérales, Jacques Attali a depuis longtemps trouvé son maître : c'est Strauss-Kahn qu'il se nomme si l'on veut à tout prix donner figure humaine aux programmes sauvages du FMI. Ce n'est pas le « *gel* » des salaires des fonctionnaires qu'on préconise mais leur baisse drastique – entre autres mesures déflationnistes.

Quant à la mise en œuvre des recettes ultra-libérales, Jacques Attali a trois ans de retard. Quant aux réponses à apporter à la crise qui frappe l'Union européenne et plus particulièrement la zone euro, l'auteur d'*Une brève histoire de l'avenir* vit et pense encore au XX^e siècle.

Qu'à cela ne tienne. Si, par malheur, Dominique Strauss-Kahn était élu président de la République, nous verrions apparaître un troisième rapport Attali, qui broderait quelques surenchères. Mais le pire n'est pas certain.

Angélique LACANE

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Remettez-nous ça ! - p.3 : Marchons camarades ! - p.4 : Les milliards envolés - p.5 : L'idée du Pakistan - p.6/7 : Après le communisme - p.8 : L'État démantelé - p.9 : Claude Lefort - p.10 : Robrieux - Maurras et le XXI^e siècle - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Révolte populaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Marchons camarades !

Dans le conflit actuel sur la réforme des retraites, l'erreur consisterait à confondre le succès des manifestations et des grèves d'une journée, et le mouvement social.

Manifestations et grèves sont l'écume de la contestation contre le projet de réforme unanimement considéré, à juste titre, comme une régression sociale ; le mouvement social est la lame de fond qui vient des profondeurs de la société française et met en cause l'ensemble de la politique engagée par Nicolas Sarkozy depuis son élection et, au-delà, les politiques menées depuis une trentaine d'années. Manifestations et grèves sont conjoncturelles, impulsées par une intersyndicale qui restera soudée tant que le texte portant réforme des retraites ne sera pas voté ; un mouvement social est un phénomène structurel, il mûrit lentement jusqu'au jour où il sera arrivé à maturité et pourrait conduire à la paralysie du pays sur une période plus ou moins longue selon l'opposition qu'il aura en face de lui.

C'est parce que les grandes confédérations syndicales en ont conscience et qu'elles craignent d'être dépassées qu'elles évitent de jeter de l'huile sur le feu en appelant à la grève reconductible. Elles auraient, en effet, beaucoup à perdre à laisser la contestation leur échapper et s'installer dans la durée ; d'où la nécessité pour elles d'en conserver la maîtrise et de sortir du conflit en donnant l'impression qu'elles ont « gagné la bataille de l'opinion publique », comme le répète à longueur d'entretiens François

Chérèque. Mais la chose ne sera pas facile, car une partie de plus en plus importante de leur base pousse à la radicalisation. Aucune confédération n'est épargnée. Même à la CFDT, considérée comme le syndicat le plus ouvert, sa fédération des cheminots appelait à la grève le 12 octobre et celle des chauffeurs routiers serait sur le point de bloquer les accès à certaines zones commerciales.

Toute la question est de savoir si le mouvement social est mûr. Certes la participation aux manifestations et aux grèves d'un jour est en constante augmentation, tous les secteurs d'activité et toutes les catégories de salariés sont touchés, des défilés sont organisés dans des villes moyennes qui restent habituellement à l'écart des mobilisations, les lycéens et les étudiants se joignent désormais aux manifestations et, surtout, on voit apparaître dans de nombreuses entreprises de nouveaux modes d'action (grève quotidienne d'une heure ou tous les deux jours), mais de trop nombreux travailleurs ont beaucoup à perdre à entrer dans l'action.

C'est le cas des fonctionnaires ou des agents de la RATP et de la SNCF qui, depuis la jurisprudence Raffarin de 2003, ne sont plus payés en cas de grève. Et s'ils « veulent bien être la locomotive du mouvement social, encore faut-il qu'il y ait des wagons à

accrocher », comme l'a dit fort justement l'un d'eux. Les salariés du privé doivent prendre leur destin en main et se mouiller : il est fini le temps où, comme en 1995, ils faisaient grève par procuration.

Si la situation n'est pas simple pour les organisations syndicales, elle ne l'est pas non plus pour le gouvernement, quoi qu'en disent ses éminences grises. À François Chérèque qui s'inquiétait auprès de Raymond Soubie du risque de créer des déçus que comportait un passage en force de la réforme, le conseiller social du président de la République a répondu que l'urgence était de faire passer la réforme et que les déçus le gouvernement s'en occuperait après.

Conclusion du dirigeant cédétiste : Nicolas Sarkozy prévoit une pseudo-réforme de la fiscalité qui, en faisant croire à grand renfort de publicité qu'elle mettra les riches à contribution, devra calmer le peuple. Le pari est risqué et fait dire à un autre responsable syndical, au sortir de sa rencontre avec Claude Guéant, que le président et son entourage sont complètement déconnectés des réalités et vivent dans un autre monde. Quoiqu'il en soit, si la réforme passe en l'état, il y a de fortes chances que la colère sociale retombe. Ce ne sera que partie remise : il est fort probable, en effet, que d'autres conflits naissent sporadiquement qui pourraient entraîner des violences.

Nicolas PALUMBO

L'écho des blogs

Si la formule de la fracture sociale lancée lors des élections présidentielles de 1995 n'est plus utilisée c'est probablement qu'elle est devenue une évidence pour tous ou que le terme de fracture est bien trop léger pour décrire le moment présent. Même dans les sphères oligarchiques les langues se délient. Or lorsque ceux d'en haut prennent peur et le disent, que ceux d'en bas sont dans la rue, ce sont des bouleversements historiques qui s'annoncent.

Qui aujourd'hui conteste la finalité de l'ultra-libéralisme comme outil idéologique assurant et justifiant l'enrichissement des plus riches par l'appauvrissement de l'immense majorité des peuples ?

Dans un article repris sur le site *Contre-info* (1), dont nous voulons saluer le retour des publications, Robert Reich, ancien ministre du Travail de Bill Clinton, évoque la cause profonde de la récession. Elle est selon lui « le niveau record des inégalités en Amérique - qui s'est traduit par une concentration au sommet sans précédent des revenus et des richesses, et par une portion congrue pour la majorité. » Quel aveu pour un représentant d'un gouvernement qui a porté haut à travers le monde le discours ultra-libéral !

Même le Crédit Suisse s'en mêle ! (2) « Selon une étude de la banque publiée par La Tribune du 11 octobre, plus de 2,2 millions de millionnaires en dollars résident dans l'hexagone. La banque helvétique s'est livrée à un classement brut qui donne le résultat suivant : la France accueille 9 % des 24,2 millions de millionnaires, soit 2,2 millions de personnes, et se classe au troisième rang après les États-Unis (41 %) et le Japon (10 %). Loin devant l'Allemagne (5 %) à égalité avec la Grande Bretagne, deux pays qui se font distancer par l'Italie (6 %). »

Les riches du président auraient certainement souhaité plus de discrétion...

François ENNAT

(1) http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3080

(2) http://www.marianne.fr/Francais-souriez-il-y-a-un-riche-pres-de-chez-vous-_a198467.html

Les milliards envolés

Question première : Pourquoi l'État français est-il aussi mal servi dans sa politique d'investissement ? Question secondaire : pourquoi le citoyen ressent-il fortement l'impression de s'être fait berné ?

Le temps passe et qui se souvient encore de la tétanie financière produite par la crise des subprimes, de sa durée, de la méfiance généralisée de tous les acteurs bancaires les uns vis-à-vis des autres provoquant une crise de liquidité sur le marché interbancaire d'une rare gravité ? Le système bancaire était à l'agonie dans tous les pays occidentaux avec plus ou moins de violence.

En France, dans la période s'étendant de la fin 2008 au début 2009, il fut décidé que l'État, après avoir étendu la garantie publique sur Dexia (55 milliards d'euros) et autorisé des facultés de refinancement pour 265 milliards d'euros, recapitalise les banques. À ce titre, l'État emprunte sur les marchés financiers la totalité des 40 milliards d'euros (1) investis dans le capital des banques ce qui en fait l'un des actionnaires les plus importants : 15,9 % de BNP Paribas, 7,2 % de la Société Générale, 5,7 % de Dexia et 20 % du groupe Caisses d'épargne - Banques Populaires.

L'État, donc nous les citoyens, sommes devenus actionnaires de banques, en période de difficulté. Tout investisseur d'importance demande a minima une présence au sein des conseils

d'administration pour surveiller son investissement. Je n'évoque pas à ce stade la réflexion sur la nationalisation des banques, me cantonnant à respecter une logique d'investissement purement financière. Rien de tel ne fut demandé par l'État, ce qui entraîna l'admonestation de la Cour des Comptes (2) : « *Il ne s'agit pas d'associer l'État à la gestion des établissements bancaires, mais bien de rendre effectif son droit à l'information* » (p. 105). Le supposé président Sarkozy alla cependant bien plus loin dans l'horreur économique. Les actions souscrites furent **préférentielles** au titre des dirigeants de Banque qui ne manquent pas d'humour, car préférentielles, elles le furent pour les actionnaires des Banques et leurs dirigeants, mais pas pour l'État.

Le 31 mars 2009, l'État investit à hauteur de 5,1 milliards d'euros sous la forme d'actions de préférence. Afin d'**optimiser** pour les Banques et leurs actionnaires cet investissement en fonds propres réalisé par l'État, alors que le coût de la dette est supporté dans son intégralité dans le budget de la nation, seule une partie a été conservée en *actions de préférence* et le reste investi dans des TSS !(3)

Ce qui choque le citoyen doté d'une compétence financière, c'est de lire que la plus-value sur ces actions de préférence (la part de celles qui restent après *optimisation*) était - plafonnée ! - à 20 % les 4 premières années (p. 76 du rapport). Pourquoi un tel plafonnement alors que l'investissement est à risque ? Pourquoi l'État français s'est-il comporté comme aucun fonds de pension américain n'aurait accepté - à juste titre - de le faire en achetant des actions BNP ? Le prétexte avancé par Christine Lagarde que l'État avait recherché une garantie sur un rachat à un cours plancher, limitant ses moins-values, ne résiste pas à l'analyse. En effet, quand un investisseur assume un risque en capital, il n'envisage pas qu'en cas de défaillance son investissement puisse lui être remboursé ! C'est la définition même du risque de l'actionnaire.

Le 30 septembre 2009, soit six mois plus tard, la BNP désengage l'État en lui versant une rémunération de 226 millions d'euros, soit un taux d'intérêt annualisé de 8,9 %.

Le 31 mars 2009, l'État est entré au capital de la BNP sur la base de 27,24 € l'action. Le 30 septem-

bre 2009, le cours sur Euro-next de l'action BNP était de 58,20 €. La valeur du titre BNP a donc cru de 114 % ce qui constitue une très belle performance à laquelle l'État français a contribué de manière essentielle (assurance apportée aux marchés financiers, respect des ratios de solvabilité, etc.).

L'État français aurait donc pu percevoir de la BNP non pas 226 millions d'euros, mais 114 % de son investissement au titre de plus-values, soit 5,8 milliards d'euros.

Déduction faite de la pièce du voiturier de 226 millions d'euros (il s'agit d'une somme brute qui doit en outre rémunérer les intérêts de l'emprunt correspondant), le supposé président Sarkozy a donc fait perdre à la France 5,6 milliards d'euros en 2009 !

Une telle incapacité politique cautionne l'analyse d'une collusion oligarchique et nous laisse d'autres lendemains désenchantés sur les dizaines de milliards encore investis dans les banques.

Jean LATOUR

(1) L'importance critique de l'investissement de l'État dans les banques se mesure à l'aune des 22 % du PIB 2009 que ces 355 milliards représentent.

(2) Rapport Public de la Cour des Comptes du 29 juin 2009 « *Les concours publics aux Établissements de Crédit : premiers constats, premières recommandations* ».

(3) TSS : Titres Super Subordonnés. Il s'agit d'obligations très risquées, sans durée déterminée, dont le remboursement interviendrait, en cas de liquidation de l'émetteur - ici la BNP -, après celui des autres créanciers dont le paiement annuel du coupon est conditionné, comme un dividende, par la réalisation d'un bénéfice. En clair, les TSS offrent le même avantage pour les ratios de solvabilité des Banques que les actions, mais sont moins coûteux pour les actionnaires car elles ne diluent pas le capital.

L'idée du Pakistan

La catastrophe est toujours au tournant, mais si elle arrivait vraiment, le Pakistan serait en première ligne.

Et si ce n'était pas l'Afghanistan mais le Pakistan qui était central pour les stratégies occidentales ? Non pas au sens où la solution du problème afghan passe par le Pakistan, mais plus radicalement, que le problème afghan n'est qu'un aspect de l'enjeu central qui est l'existence du Pakistan. Celle-ci n'a jamais été acquise, étant fondée sur une idée, celle d'Ali Jinnah, d'un foyer pour les Musulmans, comme il y eut avec Theodor Herzl celle d'un État pour les Juifs. On peut aussi évoquer les défuntes URSS et Yougoslavie, victimes de n'être qu'une idée.

Aujourd'hui le Pakistan est toujours plongé dans sa crise d'identité. Les querelles ethniques ne devraient pas le diviser jusqu'à la sécession. Les hypothèses d'un Pakistan réduit au Pendjab ou coupé des Pashtouns reliés au voisin du Nord ne sont pas des menaces imminentes. Les affrontements interreligieux entre sectes musulmanes n'iront pas jusqu'à une fragmentation. L'enjeu, comme partout, entre deux versions de l'islam, conservatrice ou moderniste, n'est pas vraiment décisif dans un pays où 81 % des jeunes (la moitié de la population) s'affirment pratiquants. La vraie crise vient de son alliance stratégique avec les États-Unis approuvée par moins de dix pour cent de la population. Vingt pour cent pensent que l'Amérique est un danger

pour le Pakistan plus important que l'Inde, c'est dire.

Le soutien américain au Pakistan est du même ordre que celui accordé à Israël et à l'Égypte. Il est irremplaçable : accès aux armements de pointe, entraînement, appui budgétaire. Mais cela ne signifie pas que les autorités pakistanaises soient ralliées aux options américaines. Elles n'ignorent pas que la Maison Blanche ne peut rien pour elles dans les dossiers qui les intéressent : le Cachemire, le nucléaire, l'Inde et finalement aussi l'Afghanistan. Si donc Islamabad n'écoutait que ses intérêts stratégiques, il n'y aurait pas de partenariat de coopération avec les Américains, mais plutôt avec les Chinois.

Ceci vaut encore plus de la politique intérieure. Le gouvernement et l'armée sont contraints à un double jeu permanent : condamner publiquement les attaques par drones mais les approuver secrètement - à condition qu'elles ne se généralisent pas ; autoriser ou interdire alternativement les convois de l'Otan vers Kaboul. Les Pakistanais se savent fragilisés par les facilités offertes sur son territoire à la Coalition alors qu'ils désapprouvent la stratégie et les actions de celle-ci en Afghanistan et n'ont que rarement leur mot à dire. Ils sont majoritairement contre l'extrémisme mais ils ne veulent pas de la guerre chez

eux, et si possible une paix approximative en Afghanistan les arrangerait. Pour ce dernier objectif, ils se verraient volontiers en facilitateurs des contacts avec les Taliban, ceux qu'ils connaissent, pas ceux de Karzaï ou des Américains.

La faille entre Islamabad et Washington va-t-elle s'élargir ? La question est posée par de nombreux observateurs. Autant la quasi-alliance est-elle née des attentats du 11 septembre, le président Bush ayant adoubé le général Musharraf pour bouter Al-Qaïda de ses confins, autant demain un nouvel attentat d'envergure contre les Américains conçu et réalisé depuis le Pakistan (comme celui de Mumbai) ou par des éléments pakistanais provoquerait-il une rupture ouverte entre les deux pays, le Pakistan passant du statut d'allié à celui d'ennemi.

Le nouvel homme fort du pays, le chef d'état-major, le général Ashfaq Parvez Kayani, prolongé de trois ans dans ses fonctions, semble avoir une idée stratégique de ce dont a besoin le Pakistan pour survivre. Si les pouvoirs civils, déjà affaiblis par la réponse aux inondations, continuent de ne pas savoir où ils vont, lui le sait et s'affirme déjà en recours, même si apparemment, antithèse de Musharraf, son souci n'est pas le pouvoir mais l'affirmation d'une défense nationale.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **NÉPAL** – S'adressant aux journalistes, Kamal Thapa, président du Parti national démocratique du Népal (RPP-Népal) a affirmé que l'impuissance de la coalition au pouvoir et du Parlement qui pour la douzième fois consécutive n'a pas réussi à élire un Premier ministre, « ne laisse pas d'autre alternative que la dissolution de la Chambre » et que le rétablissement de la monarchie suivrait inmanquablement. Seul parti monarchiste à être représenté au Parlement, le RPP-Népal avait soutenu le principe d'un gouvernement dirigé par les maoïstes afin de démontrer à quel point leur politique était erronée. Selon Kamal Thapa, ancien ministre de l'Intérieur du roi Gyanendra, la démonstration est aujourd'hui faite.

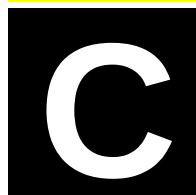
♦ **BHOUTAN** – Au cours de son voyage officiel en Inde le roi Jigme Khesar Namgyel Wangchuk a été fait Docteur Honoris Causa de l'Université de Calcutta. A cette occasion et s'adressant aux étudiants il a plaidé pour une nouvelle forme de développement « fondé sur des valeurs réelles et non seulement sur des récompenses matérielles ». Le souverain de la nation qui a donné au monde le concept de bonheur national brut, a déclaré : « La croissance qui aboutit à l'inégalité, l'injustice, la dégradation de l'environnement, la consommation effrénée est finalement insoutenable ».

♦ **AUTRICHE** – Ulrich de Habsbourg-Lorraine, candidat des Verts en Autriche, et descendant de la famille des Habsbourg a demandé à la Cour européenne des droits de l'Homme, d'annuler l'interdiction pour les héritiers de l'ancienne famille impériale de se présenter en tant que candidat aux élections présidentielles autrichiennes. Le président social-démocrate Heinz Fischer ainsi que le parti de centre-droit Volkspartei (Parti du peuple) et les Verts sont pour l'abolition de cette interdiction, mais la position officielle du parti social-démocrate n'est pas aussi nette. Le parti souhaite en effet garantir que les Habsbourg ne puissent pas réclamer leurs anciennes propriétés une fois devenus des citoyens normaux éligibles.

♦ **GRÈCE** – Alors qu'il marchait dans les rues d'Athènes en compagnie de son épouse la reine Anne-Marie, le roi Constantin a croisé une manifestation de camionneurs. Reconnu il a été rapidement entouré par les manifestants qui l'ont longuement ovationné. Sur la vidéo de l'événement on entend les cris de « Vive le roi ! », « Nous voulons du pain, des olives et Constantin comme roi ! » « Tout cela est la faute des voleurs, revenez, revenez ! » « Les gens sont à l'écoute et se rendent compte, c'est maintenant le moment ». En 1967, le roi Constantin avait dû s'exiler après l'échec de sa tentative de coup d'État pour se débarrasser de la dictature des colonels et la monarchie fut abolie officiellement en 1973.

■ http://www.youtube.com/watch?v=h0oPt69Q_bA

Après le communisme



hercheur au CNRS, François Frison-Roche est docteur en science politique. Il travaille actuellement au Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA) de l'université de Paris 2. De 1992 à 1996, il a été détaché par le gouvernement français comme conseiller spécial du premier président de la République de Bulgarie,

Jeliou Jelev. Son expérience en Bulgarie et sa connaissance approfondie de plusieurs autres nations d'Europe centrale et orientale lui permettent d'établir les caractéristiques politiques des régimes issus du communisme.

■ **Royaliste : Comment se pose la question institutionnelle dans l'Europe post-communiste ?**

François Frison-Roche : Mon expérience en Bulgarie et les voyages d'étude que j'ai effectués m'ont permis de constater que les nouvelles institutions n'avaient pas été choisies par hasard. Dans les années charnières (1989-1990) il y a eu dans plusieurs pays des négociations entre le Parti communiste et les opposants dans un contexte international lourd d'incertitudes et dans un climat de peur réciproque : les anticommunistes se souvenaient de la répression à Budapest en 1956 et à Prague en 1968 et craignaient un retour brutal à l'hégémonie soviétique. Les communistes avaient peur des représailles de leurs opposants. L'opposition qui n'était pas prête à prendre le pouvoir ne voulait pas pousser trop loin ses revendications car elle avait peur de tout perdre. D'où une volonté commune d'aboutir à un partage du pouvoir, dans un cadre démocratique.

Le climat de peur demeure jusqu'à l'échec du coup d'État de Moscou, en août 1991. Le processus électoral était déjà en cours mais c'est en 1991-1992 que se font les choix institutionnels en Europe centrale et orientale, dans des pays où les communistes ont remporté les premières élections pluralistes - ou maintiennent de fortes positions.

■ **Royaliste : Sur quoi porte le débat entre les constituants ?**

François Frison-Roche : Se pose la question du régime présidentiel à l'américaine, qui est rejeté : on ne veut pas de président disposant de pouvoirs très étendus - ce qui rappelle trop le secrétaire général du Parti. Le rêve de tous les pays affranchis de la tutelle soviétique, c'est bien évidemment le modèle parlementaire - on ne parle pas de démocratie car le mot a tellement été manipulé par les communistes qu'il en est devenu suspect.

Mais ce régime parlementaire pose un problème : en Angleterre comme en

Allemagne, il y a un Premier ministre, un Chancelier, qui ont tous deux une majorité parlementaire à leur botte. C'est donc un système où, là encore, il n'y a qu'un seul patron ! Pour sortir de l'impasse, on a donc choisi un régime semi-présidentiel, le président de la République et le Premier ministre ayant chacun un certain nombre de pouvoirs.

■ **Royaliste : Comment s'est effectué concrètement le partage du pouvoir ?**

François Frison-Roche : Au début, les communistes souhaitaient détenir la présidence de la République. Avant la chute du Mur, ce fut le cas en Pologne : le général Jaruzelski avait mis en place des processus institutionnels dans lesquels il s'attribuait la présidence de la République, restait chef des Armées, disposait de pouvoirs en cas de crise et gardait le contrôle des services de renseignement et de sécurité. Ce qui permettait de faire face à une opposition majoritaire au Parlement et disposant du poste de Premier ministre. Les choses ne se sont

pas passées comme prévu : Jaruzelski a été poussé à la démission et c'est Lech Walesa qui a été élu à la présidence. De même, en Bulgarie, les communistes voulaient la présidence mais Jeliou Jelev, chef de l'opposition démocratique a été élu et s'est retrouvé avec des pouvoirs importants...

■ **Royaliste : Comment se définit le régime semi-présidentiel ?**

François Frison-Roche : C'est un modèle dans lequel le président de la République est élu au suffrage universel direct et dispose d'un certain nombre de pouvoirs mais où le Premier ministre est responsable devant le Parlement. C'est ce modèle qui a permis le processus de transition.

Cela dit, on est étonné de la façon dont les pouvoirs sont répartis entre le président, le gouvernement, le parlement.

Certains présidents ont des pouvoirs considérables. Le président lituanien « règle les principales questions de politique étrangère » et il est aussi chef des Armées : c'est donc un important acteur politique. Le président polonais dispose du droit de veto sur les lois, ce qui revient à les rejeter si les deux tiers de l'Assemblée ne peuvent être réunis sur le projet de loi. Le président roumain a des pouvoirs de nomination très étendus qui lui donnent une réelle influence. Il y a aussi dans plusieurs constitutions le pouvoir de saisir la Cour constitutionnelle.

Dans tous les pays qui ont choisi le régime semi-présidentiel, le chef de l'État préside le Conseil de sécurité nationale, stratégique pendant la période de transition mais qui a une moindre importance aujourd'hui.

■ Royaliste : Quels sont, en général, les pouvoirs des parlements ?

François Frison-Roche : Ces parlements contrôlent évidemment le gouvernement. Il y a cependant une ambiguïté : on affiche une suprématie du Parlement mais il y avait le même affichage dans les constitutions communistes : le Parlement était « l'organe suprême du pouvoir d'État ». Sur le papier, le Parlement décidait de tout alors qu'il n'était en fait qu'une chambre d'enregistrement des décisions du Parti. Aujourd'hui, les députés n'ont pas beaucoup de pouvoirs alors que, dans l'esprit de beaucoup, le Parlement devait devenir une Convention, c'est-à-dire une assemblée qui gouverne et légifère à la fois.

■ Royaliste : Qu'en est-il des pouvoirs du Gouvernement ?

François Frison-Roche : Les textes constitutionnels accordent peu de pouvoirs aux gouvernements. Ceci dans le prolongement des anciennes constitutions communistes où le gouvernement n'était qu'une courroie de transmission de l'appareil du Parti. Le Premier ministre était sous les ordres du secrétaire général du Parti. Mais l'entrée de ces pays dans l'Union européenne a donné aux Premiers ministres un pouvoir accru et ils sont devenus de véritables décideurs...

■ Royaliste : Venons-en aux cours constitutionnelles...

François Frison-Roche : Là encore, il y a prolongement des anciennes constitutions communistes. Il y avait des cours constitutionnelles en Pologne, en Macédoine... Leurs pouvoirs étaient bien entendu purement formels. De nouvelles cours ont été instituées (Robert Badinter a joué un grand rôle dans leur conception) mais elles n'ont pas encore pris conscience des pouvoirs importants qui leur ont été attribués. La Cour constitutionnelle bulgare, comme d'autres,

donne des interprétations de la Constitution et peut être un pouvoir constituant délégué. Comme les communistes et les anticommunistes étaient pour des raisons différentes partisans de textes ambigus, les cours constitutionnelles sont et seront très importantes quant à l'interprétation.

■ Royaliste : Le poids du passé communiste a-t-il joué un rôle dans d'autres domaines ?

François Frison-Roche : Je n'aborde pas la question de l'ancienne Union soviétique. En Europe centrale et orientale, 45 ans de communisme ne pouvaient pas être effacés du jour au lendemain. Dans les régimes communistes, tout le monde était salarié de l'État, du kolkhozien au dirigeant politique en passant par les médecins et les commerçants. Il y avait une société monolithique, qui s'est trouvée confrontée à un choix impossible lorsque le pluralisme politique s'est installé. De très nombreux partis politiques ont vu le jour : démocrates, libéraux agrariens, centristes...

Or les anciennes traditions ne pouvaient plus orienter la population : le parti agrarien, cela ne disait plus rien aux citadins ; le parti libéral cela n'évoquait rien car bien peu pouvaient encore définir le libéralisme politique. Les anticommunistes ne savaient pas non plus comment agir quant à la restitution des terres et à la privatisation des entreprises. Les communistes avaient des réponses connues face à la réorganisation de l'économie selon le modèle occidental et beaucoup de citoyens se sont aperçus que le communisme leur garantissait un minimum qui était compromis par l'économie de marché. D'où les succès électoraux des communistes reconvertis en socialistes.

■ Royaliste : Il y a eu aussi de profondes transformations dans l'élite...

François Frison-Roche : Les stratégies des élites postcommunistes sont intéressantes parce qu'elles sont passées par trois types de conversions :

Conversion juridique : ce sont les choix en faveur du



régime semi-présidentiel dont nous venons de parler.

Conversion idéologique : il est frappant de voir que les partis communistes se sont mués en partis socialistes ou en partis sociaux-démocrates. Mais il s'agissait d'un simple changement de coquille : l'organisation et les dirigeants étaient identiques. Du côté anticommuniste, on a pris le libéralisme économique qui était très à la mode en Occident dans les années quatre-vingt-dix : c'est ce choix du laisser-faire qui a permis le capitalisme sauvage.

Conversion économique : les anciens communistes voulaient conserver le pouvoir économique et ils ont mobilisé tous leurs membres pour mettre en œuvre l'économie de marché. Ceci afin de sauver leurs clientèles et de s'enrichir.

D'une manière générale, tous les retraités et tous les ouvriers se sont retrouvés dans le camp des perdants - sans bénéficier de filets sociaux. L'armée de ces pays a été quant à elle considérablement réduite. Les Occidentaux n'ont pas pris en considération ces perdants des réformes : selon eux, il n'y avait pas matière à se plaindre puisque la liberté était retrouvée ! Les minorités

ethniques (les Roms en Bulgarie) et religieuses ont, elles aussi, beaucoup souffert.

Les gagnants, en nombre très restreint, furent les nouveaux entrepreneurs, les juristes devenus avocats d'affaires, les médecins et les dentistes. Mais les principaux gagnants furent les membres de la nomenklatura, qui connaissaient bien les techniques de l'organisation administrative et qui ont privatisé leurs connaissances : par exemple les fonctionnaires du ministère du commerce extérieur qui ont créé leurs propres entreprises pour l'approvisionnement du pays et pour les exportations. Le profit était prélevé à l'entrée et à la sortie, et ces entrepreneurs se sont enrichis de manière éhontée. Mais toutes les sociétés postcommunistes ne sont pas identiques dans leur évolution politique et sociale car les régimes communistes étaient eux-mêmes différents.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

📖 François Frison-Roche - « Le modèle semi-présidentiel comme instrument de la transition en Europe post-communiste - Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovénie », éd. Émile Bruylant, prix franco : 70 €.

➡ Achat immédiat

L'État démantelé

Depuis trente ans, on nous vend la « réforme de l'État » au nom d'une idéologie ultra-libérale dont la crise, depuis 2008, a une nouvelle fois démontré l'imbécillité. Mais les réformateurs de droite et de gauche ont fait des dégâts considérables...

V oici bientôt trente ans, l'offensive ultra-libérale commençait en France, annoncée par des ouvrages où l'on déclarait nécessaire la **réforme de l'État**. Il s'agissait là d'un slogan et ce slogan était un mensonge car cette prétendue réforme avait pour objectif de réduire au maximum le rôle de l'État afin de libérer les bienfaites forces du marché. Autrement dit : **réforme** avait pour synonyme *libéralisation, privatisation, déréglementation et dégraissage* de divers mamouths.

L'offensive déconcerta la gauche qui fut incapable d'organiser la réplique : peu à peu, ses dirigeants se rangèrent sous la bannière du *pragmatisme* et signèrent leur reddition sous la houlette de Jacques Delors et de Michel Rocard tandis que la droite, directement inspirée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, appliquait triomphalement ses recettes.

Tout cela est connu des militants qui ont subi défaite sur défaite à partir de 1983. Mais les jeunes générations ont tout avantage à connaître cette première période : ils verront que les disciples de François de Closets et de Pierre Rosanvallon sont actifs dans la presse et dans l'édition - et que les héritiers de Jacques Delors sont toujours aux com-

mandes (Pascal Lamy à l'OMC) ou s'apprêtent à s'emparer (Olivier Ferrand, de *Terra Nova*, qui s'agit en faveur de Dominique Strauss-Kahn).

Rafraîchir la mémoire des vieux combattants, enseigner aux jeunes générations : telles sont les premières utilités de l'enquête dirigée par Laurent Bonelli et Willy Pelletier (1). Avec cette première conclusion : ne plus jamais oublier que les offensives sur le terrain économique et social ont été préparées par une intense propagande idéologique - répercutée par des gens qui nous disaient que les idéologies étaient mortes et que la propagande politique avait été *ringardisée* par les techniques de communication... Le mépris des **idées**, réputées abstraites, le rejet des **grands récits** (les philosophies de l'histoire) et le mépris dans lequel sont encore tenus les livres de réflexion (y compris à gauche) ont beaucoup contribué à la diffusion de l'idéologie ultra-libérale.

Nous savons que la résistance à l'orthodoxie s'est rapidement organisée, malheureusement hors des partis et des principaux syndicats, et que les thèses des économistes hétérodoxes ont été vérifiées par la succession de crises de plus en plus dramatiques. Mais il nous manquait une vi-

sion d'ensemble des destructions commises par les théoriciens et les praticiens de la *réforme de l'État*. Cette tâche ne pouvait être accomplie par un ou deux auteurs. Aussi Laurent Bonelli et Willy Pelletier ont-ils rassemblé plus d'une vingtaine de chercheurs pour expliquer la machinerie complexe de la destruction et pour dresser le bilan dans les différents domaines de l'action publique.

On verra comment et par qui s'est constituée la thématique de la *crise de l'État* et comment les intellectuels néolibéraux se sont joints aux journalistes de la nouvelle bienpensance (de Jean-Pierre Pernaut à Jean Boissonnat) pour produire un flot constant de démonstrations pipées et d'insinuations tendant à prouver que *le Marché* et *la Modernité* étaient une seule et même chose.

On vérifiera ou on découvrira (car on ne peut connaître tous les secteurs) comment se sont effectuées les opérations de destruction des services publics et de liquidation d'innombrables fonctionnaires grâce à des techniques de harcèlement et de déstabilisation qui conduisent à la dépression et au suicide. Le cas de France Télécom a été fortement médiatisé, mais on ignorait avant l'étude d'Ogun Ar Goff comment l'État se débar-

rasse en secret des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche.

On apprendra dans le détail, avec Hélène Adam, comment la logique de la privatisation a été imposée à La Poste. Encore plus scandaleux : les *externalisations* du ministère de la Défense, étudiées par Édouard Sill, qui font de l'Armée française une entreprise apte à former des partenariats avec des entreprises privées - pendant que le gouvernement clame qu'il ne cesse d'agir pour notre sécurité. Le motif de toutes ces externalisations (à la Défense comme aux Affaires étrangères), c'est qu'il **faut faire des économies**.

Or la réduction des coûts est faible et sans doute nulle si on compte les dépenses supplémentaires induites par le manque de formation du personnel des sociétés privées (par exemple le standard téléphonique du Quai d'Orsay). Les pages consacrées à l'Éducation nationale, au Pôle emploi, à la justice et à la police ne sont pas moins consternantes. Dans chaque secteur, les analyses publiées sont à utiliser dans les luttes contre le management ultra-libéral et les ministres qui en font la promotion : l'article du professeur André Grimaldi sur l'hôpital public est en lui-même un appel à la résistance.

Au fil des pages, on vérifiera que la droite balladurienne, chiraquienne puis sarkozyste n'est pas la seule responsable du démantèlement de l'État. Le gouvernement Jospin, champion des privatisations et complice des ultra-libéraux de Bruxelles, est de sinistre mémoire... Ce sont toutes les fractions de l'oligarchie qui sont responsables du désastre.

Yves LANDEVENNEC

(1) Sous la direction de Laurent Bonelli & Willy Pelletier - « *L'État démantelé, Enquête sur une révolution silencieuse* », La Découverte/Le Monde diplomatique, 2010. Avant propos de Serge Halimi, prix franco : 21 €. 

Claude Lefort

La mort de Claude Lefort a été saluée, à juste titre, par une critique unanime, qui a souligné les rares mérites d'un penseur dont l'existence s'est identifiée à la recherche d'une immunisation intellectuelle au totalitarisme. Issu lui-même du trotskisme, il fut très vite sensibilisé à l'analyse du stalinisme. Dès 1949, lorsque avec Cornélius Castoriadis il fonde la revue *Socialisme ou barbarie*, il n'y a aucune équivoque sur son appréciation du communisme réel : « *Le mouvement révolutionnaire semble avoir disparu. Le socialisme apparaît comme inséparable des camps de concentration, de l'exploitation sociale la plus intense, de la dictature la plus atroce, du crétinisme le plus étendu. L'avant-garde ne saurait s'organiser que sur la base d'un programme essentiellement dirigé contre la bureaucratie et ses racines.* » Edgar Morin qui rejoindra les deux hommes n'est pas encore à ce moment sur les mêmes positions. Lefort a donc une longueur d'avance, mais il n'a en rien abandonné son engagement révolutionnaire. Il sera même considéré par Raymond Aron comme un des intellectuels typiques de l'addiction à l'opium des illusions lyriques. Et cela durera très longtemps.

Il est vrai que Lefort ne se ralliera jamais au libéralisme de droite et son choix en faveur des vertus du marché. Mais Aron n'a pas su discerner l'orientation profonde qui amènera l'ancien trotskiste à prendre fait et cause pour Soljenitsyne et devenir le théoricien le plus déterminé de l'invention démocratique. *Socialisme ou barbarie* avait concentré l'essentiel de ses analyses sur la bureaucratie soviétique. Lefort va beaucoup plus loin, en envisageant l'ensemble des phénomènes totalitaires, sur une ligne très proche de celle d'Hannah Arendt. Conséquent avec lui-même, il n'aura pas d'indulgence à l'égard des mini-bureaucraties qui singent celles du grand Parti, stigmatisé pour son abandon du projet communiste. Il ne voudra pas s'engager, pendant la guerre d'Algérie, en faveur d'un FLN dont il a pressenti la vraie nature, alors que ses compagnons du moment se laissent prendre par le mythe progressiste sous sa déclinaison tiers-mondiste.

Il y a donc une forte cohérence dans l'évolution d'un penseur qui ira jusqu'au bout de son analyse du totalitarisme, en découvrant progressivement les mérites du régime démocratique en tant que contrepoison au virus qui a empoisonné le vingtième siècle. Ce faisant, il procèdera en philosophe du politique, qui a abandonné l'explication marxiste de l'histoire pour adopter le point de vue phénoménologique que Merleau-Ponty qui fut son premier maître, lui avait appris. C'est aussi à l'étude profondément renouvelée de Machiavel, qu'il découvrira les ressorts de la modernité politique. Dans son hommage publié dans *Le Monde*, Philippe Raynaud a très bien défini le contenu de cette découverte : « *De Machiavel, il a gardé l'idée que toutes les*

sociétés s'organisent autour d'une polarité entre les grands et le peuple qui n'a pas encore même le pouvoir de surmonter cette division mais qui n'en est pas moins la source de la liberté, parce qu'il se définit, négativement par le désir de n'être pas opprimé. »

La plupart de ceux qui ont voulu penser la nature du totalitarisme dans les années soixante-dix ont été amenés à réfléchir à l'énigme de la confrontation de son concept avec celui de démocratie. Car le communisme soviétique s'est voulu réalisation plénière de l'émancipation démocratique et avènement accompli du pouvoir populaire. Mais ce faisant, il abolit toute division sociale ainsi que la séparation de l'État avec la société. Si un historien américain a pu parler des origines totalitaires de la démocratie, en se référant à l'époque révolutionnaire, n'est-ce pas qu'il y avait dès le départ une équivoque fondamentale qu'il fallait dénouer ? Sous ce rapport, un Pierre Manent, libéral réputé de droite, se retrouvera en grande proximité avec Claude Lefort, resté résolument à gauche. Dans un ouvrage récent, le premier

remarque que « *démocratie et totalitarisme apparaissent bien sûr comme des pôles opposés, ce sont des régimes contraires, mais en même temps, le totalitarisme n'est compréhensible que dans ce contexte et en un sens comme un effet ou un contre effet, du mouvement de la démocratie.* » (1)

Claude Lefort va étudier l'originalité de la démocratie en la caractérisant non pas comme le pouvoir du peuple, mais comme celui de la division sociale et de la désappropriation du pouvoir, ce dernier étant défini comme un lieu vide, non substantialisable, non immobilisable au profit d'une faction. C'est évidemment la liberté d'expression et de suffrage qui est en cause et ne peut être garantie que par le refus d'un rapport univoque à la vérité. De là l'inventivité démocratique à partir de recommencements toujours possibles. On

saisit l'indéniable intérêt et même la pertinence d'une telle compréhension d'un jeu social et politique jamais figé, toujours en devenir et en création. Je me suis toujours permis d'émettre quelques objections à cette hantise de la mobilité. Est-elle toujours indemne de la dictature du relativisme, n'est-elle pas en risque de justifier un scepticisme qui peut évoluer jusqu'au nihilisme ? Ce n'est certes pas une détermination nécessaire, c'est une pente vraisemblable à laquelle s'opposent certains garde-fous, ne serait-ce que celui des déclarations des droits de l'homme. Encore faut-il que l'homme ne soit pas cette chimère que dénonçait Pascal, et qui, aujourd'hui recouvre l'hypothèse de la manipulation biologique.

C'est dire que la mobilité des valeurs n'est pas sans tension avec l'interrogation anthropologique. Il est important de faire à la liberté, à la mutation et plus encore à la libre réflexion toute leur place au sein de l'aventure historique. Peut-être y a-t-il là dessous l'éternelle question de la composition de l'être, d'un miracle du mixte qui permet la sauvegarde de l'homme dans l'imprévisible de ses mutations. Le contingent et l'essentiel participent indissolublement de notre condition toujours à perpétuer et à sauver.

(1) Pierre Manent - « *Le Regard politique* », Flammarion, prix franco : 19 €.

[Achat immédiat](#)

De la bibliographie de Claude Lefort je retiendrais :

« *L'Invention démocratique* », Fayard, 1981, épuisé.

« *La Complication* », Fayard, 1999, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Robrieux

Philippe Robrieux est mort le 1^{er} octobre. Ancien secrétaire de l'Union des Étudiants communistes de 1959 à 1961, il avait rompu avec le Parti en 1968 mais avait longtemps gardé sa conviction marxiste et consacré sa vie d'historien à l'étude du communisme français.

Sa biographie de Maurice Thorez nous avait passionnés et nous avions accueilli avec sympathie l'évocation de son passé militant telle qu'il la raconte dans *Notre Génération communiste*. Nous avions fait sa connaissance lorsqu'il commença de publier sa monumentale *Histoire intérieure du Parti communiste*.

Lorsque Philippe Robrieux présentait ses ouvrages aux Mercredis de la NAR, la conférence se poursuivait lors du dîner puis très tard dans la soirée. Nos questions étaient nombreuses. Il était intarissable. Ses déclarations enflammées sur la révolution mondiale et sur la dictature du prolétariat nous laissaient sceptiques mais nous l'admirions trop pour engager une véritable polémique. Avec Roger Pannequin, autre ancien du Parti, autre marxiste résolu, comme avec Philippe Robrieux, il y avait une fraternité qui tenait, par delà les oppositions, à une conception exigeante de la politique.

B.R.

📖 *Maurice Thorez. Vie secrète et vie publique*, Fayard, 1975.

📖 *Notre Génération communiste (1953-1968)*, Robert Laffont, 1977.

📖 *Histoire intérieure du Parti communiste*, 4 tomes, Fayard, 1980-1984.

Maurras au vingt-et-unième siècle

Une journée d'études à la Sorbonne en décembre 2007, dont les actes viennent d'être publiés ⁽¹⁾, retrouve l'actualité de Kiel et Tanger près de cent ans plus tard.

Le président Pompidou l'avait cité en décembre 1972 devant les élèves de l'Institut des Études politiques de Paris - grâce à la plume d'un conseiller du cabinet du ministre Olivier Guichard, et non, comme il est indiqué, par l'influence de Pierre Boutang ou de Philippe de Saint Robert.

La citation est extraite du vingt-quatrième et dernier chapitre de la première édition datant de 1910 : « *Que la France pourrait manœuvrer et grandir* ». Maurras y décrit le monde de son temps marqué par un double mouvement centrifuge et centripète où quelques puissances deviennent de plus en plus fortes et de petites nations trop faibles se multiplient. Dans ces conditions, la France, puissance moyenne, « *très heureusement établie à égale distance des empires géants et de la poussière des petites nations jalouses de leur indépendance* » doit pouvoir fédérer les puissances secondaires, « *les demi-faibles, affamés d'une sécurité moins précaire, aspirant à une existence mieux garantie* ».

Ce projet politique fut longtemps assimilé par le gaullisme, jusque et y compris sa politique européenne, du plan Fouchet de 1963 à la confédération européenne proposée par Pompidou en 1972. Les actes du colloque n'en font pas mention, mais les présidents successifs, Mitterrand qui relança l'idée de confédération après 1989, Chirac et son obsession d'un monde multipolaire, voire aujourd'hui Sarkozy à la tête du G 20, n'ont rien fait d'autre que de suivre ce programme.

Certes, il y a manière et manière. La diplomatie est un art d'exécution. Georges-Henri Soutou, qui dirige l'ouvrage avec Martin Motte, oppose volontiers deux démarches de méthode : l'une, unilatérale, de puissance, l'autre, plus multilatérale, d'équilibre. Maurras les évoque toutes deux, mais selon Soutou serait plus en phase avec la première, Bainville étant plus enclin à la seconde. Encore distingue-t-il selon les époques : le concert européen était digne de protection à la veille de la Première Guerre et aurait dû être reconstitué après ; on hésitera encore au début des années trente ; après 1933, face à Hitler, il n'est plus d'équilibre qui tienne.

On pourrait aussi distinguer selon les sphères : conservatrice en Europe, la France se doit d'être imaginative hors d'Europe. Elle a sa place au directoire des Grands, les membres permanents du Conseil de Sécurité, mais peut se permettre de défendre les droits des peuples. Vergennes conservait le fragile équilibre continental prérévolutionnaire en même temps qu'il soutenait l'indépendance américaine et la liberté des mers. L'opposition à la guerre du Viêt-Nam jusqu'à celle d'Irak ne fait pas de nous un moindre allié des États-Unis.

Ayant été à l'origine de subtils distinguos entre Maurras et Bainville (2), j'approuve le professeur Soutou de ne pas trancher le débat : « *complémentarité dialectique* », opportunité, doctrine et pratique. Dans leurs contributions, Stéphanie Burgaud, auteur d'une remar-

quable thèse sur la politique russe de Bismarck, Patrick Louvier sur l'Angleterre édouardienne, Jean-Baptiste Bruneau sur la marine entre 1921 et 1930, mettent bien en évidence, avec une grande faculté critique, le parti pris pro-anglais de Bainville - que ne partageait pas Maurras - et qui s'est révélé trop confiant au moins pour ces années-là.

Les actes d'un second colloque (3), à l'université de Metz en mars 2009, abordent un autre aspect qui est celui de la réception de Bainville à l'étranger. Le bilan est plutôt mince en dépit des efforts des contributeurs (Allemagne, Angleterre, Belgique, Roumanie, Portugal). Il ne s'agit que d'un journaliste même s'il collaborait à des journaux étrangers. Son influence aurait pu être autre s'il s'était rapproché des cabinets, mais aussi comme le signalent les organisateurs, Olivier Dard et Michel Grunewald, par ses ouvrages historiques, sa façon différente de traiter l'histoire, et, moins connu, sa pensée économique néo-libérale, deux aspects qui projettent Bainville bien au-delà de son époque, vers la nôtre.

Dominique DECHERF

📖 (1) Georges-Henri Soutou (dir.) - « *Entre la vieille Europe et la seule France, Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale* », Économica, bibliothèque stratégique, prix franco : 37 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Dominique Decherf - « *Bainville, l'intelligence de l'Histoire* », Bartillat, 2000, prix franco : 23 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Olivier Dard - « *Jacques Bainville, profils et réceptions* », Éd. Peter Lang, prix franco : 45 €. ➡ [Achat immédiat](#)

AUTOCOLLANTS

Les expulsions de Roms qui n'ont pas cessé remettent d'actualité notre autocollant "Non aux lois xénophobes"



Autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

Différents autres modèles sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

Autocollant rond « **UN ROI, pourquoi pas ?** » rond (64 mm) de couleur jaune fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « **Royaliste, le journal qui bouscule les idées reçues** », noir sur fond jaune, vendu par planche de 14.

Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Face à l'économie sauvage : monarchie populaire** », noir sur fond vert fluo, vendu par planche de 24.

», noir sur fond vert fluo, vendu par planche de 24.

Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Avec les royalistes, préparons la France de demain** », noir sur fond rouge fluo, vendu par planche de 24.

Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **7 pays d'Europe sur 15 ont un roi... Pourquoi pas nous ?** », noir sur fond jaune fluo, vendu par planche de 24.

Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 21 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La spéculation financière**" et, d'autre part, "**Le statut de l'étranger en France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredis 27 octobre et 3 novembre** – pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 10 novembre** - Depuis la publication du *Désenchantement du monde* en 1985, nous suivons avec une extrême attention la réflexion de Marcel GAUCHET dans l'ordre de la philosophie politique, quant à l'histoire des religions et dans le domaine de l'éducation. Régulièrement invité à nos

réunions parisiennes, Marcel Gauchet nous a présenté nombre de ses livres et nous attendions avec impatience la publication du troisième tome de l'ouvrage qu'il consacre à *L'Avènement de la démocratie*.

A la suite de la crise du libéralisme, analysée dans le précédent volume, voici une confrontation décisive à « **L'épreuve des totalitarismes** » qui conduit à un constat pour le moins dérangeant : les idéologies et les régimes totalitaires qui ont voulu abattre les démocraties sont paradoxalement issus de la démocratie elle-même. Mais ce sont les démocraties libérales, triomphantes en 1945, qui ont su apporter les réponses politiques et sociales au défi totalitaire...

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

SOUSCRIPTION

Notre souscription 2009-2010 est close depuis le 1^{er} septembre. Les sommes reçues après cette date seront comptabilisées pour la souscription de l'année prochaine. Mais nous remercions sans attendre ceux qui nous ont fait parvenir leurs dons sans lesquels nous ne pourrions poursuivre notre entreprise.

Souscripteurs

Claude-Eugène Anglade 10 € - Un auvergnat fidèle au roi 100 € - Samuel Bon 20 € - Marie-Marthe

Calvière 22 € - J.M.D. 7 € - Olivier et Blandine Dejouy 20 € - Guy Delranc 20 € - Robert Descimon 50 € - Jean-Pierre Duquesne 15 € - Michèle Dutac 7,24 € - Gaston Ernoul de la Chenelière 26,40 € - Suleiman Haminède 19,94 € - Marc Hedelin 13 € - Jean-François Maurel 115 € - Olivier Moulin 103 € - Alain-Paul Nicolas 25 € - Etienne Parize 10 € - Yolande de Prunel 40 € - Michel Roth 5 € - Jacques Roué-Daëron 33 €.

Total de cette liste : 621.58 €

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Révolte populaire

J'écris entre deux manifestations : celle du samedi 16 et celle du mardi 19 octobre. Le mouvement social reste imprévisible dans son déroulement comme il le fut ces derniers jours : l'intervention massive des lycéens et des étudiants dans la bataille n'était pas plus prévue que le blocage des raffineries et l'appel à la grève lancé aux routiers par la CFDT. On attendait une réplique du mouvement de 1995 : celui qui nous mobilise aujourd'hui est beaucoup plus large et se situe dans la dynamique de la lutte contre le CPE en 2006. Malgré toutes les incertitudes, on peut cependant relever ce qui suit :

Nicolas Sarkozy et ses conseillers ont commis la même erreur qu'Alain Juppé en 1995 et Dominique de Villepin entre 2006 : ils ont méprisé les syndicats, persuadés qu'ils pourraient obtenir le ralliement des uns et intimider les autres ; ils ont méprisé le peuple révolté, en calculant que les manifestants s'épuiseront en cortèges. Oubliant que deux Premiers ministres ont mordu la poussière à cause de leur méconnaissance de la société française et de leur arrogance de classe, les gens de l'Élysée continuaient de penser, mi-octobre, que le souvenir de l'agitation sociale s'effacerait rapidement et que les électeurs perdus leur reviendraient grâce aux promesses d'aménagement de la fiscalité.

On ne saurait se tromper plus complètement. Qui se trouve dans la rue les jours de mobilisation voit immédiatement que la révolte ne porte pas seulement sur la réforme des retraites : slogans, panneaux et banderoles

disent le rejet total de l'ultra-libéralisme et de l'actuel fondé de pouvoir de la classe dominante.

Tout le monde a compris que l'oligarchie faisait payer au *peuple menu* des salariés et des retraités la facture de la crise financière. Tout le monde a compris que les dirigeants du pays ne s'adressaient pas aux citoyens français mais aux « marchés » : la propagande gouvernementale, nullissime,



montre que ces messieurs ne cherchent pas à nous convaincre. Nous dire que nous n'avons pas compris, affirmer contre l'évidence que les lycéens sont manipulés, publier des chiffres ridicules sur le nombre de manifestants, c'est nous humilier et augmenter notre colère.

Comme de coutume, l'autocrate et ses conseillers invoquent les principes de la République et de la démocratie : la rue ne saurait dicter sa loi au Parlement. Il y a là une question de fond, qui touche à la souveraineté populaire (1). Mais il y a une solution démocratique au conflit entre la majorité des Français et le législateur : la dissolution de l'Assemblée nationale, afin que nous

puissions savoir si la représentation nationale est toujours accordée à la volonté populaire. Si la droite l'emportait, les manifestations devraient cesser car ses chefs auraient été capables de convaincre les Français de l'utilité d'une régression en matière de retraites et de l'adéquation de leur politique aux crises industrielles, financières et monétaires qui sont en train de meurtrir la nation et la société françaises.

Bien entendu, Nicolas Sarkozy n'utilisera pas le droit de dissolution : il n'est pas le président-arbitre selon l'article 5 de la Constitution mais le chef des opérations de guerre sociale menée pour le compte de la fraction privilégiée. Cette posture le prive d'une légitimité qui ne peut exister dans le mépris constant de notre loi fondamentale. Elle l'expose à la violence, en réplique à sa propre violence. Nous ne souhaitons pas qu'on en vienne là. Mais il nous faut par avance désigner le supposé président comme principal responsable du durcissement du conflit qu'il a délibérément provoqué.

Sur l'une des bannières brandies par la troupe du théâtre du Soleil, qui marchait en tête des défilés des 12 et 16 octobre, il y a cette phrase de Pascal : « **la force sans la justice est tyrannique** ».

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. son mon blog : « *Opinion publique : que dit le peuple ?* » : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2648>

P.S. Nous n'oublions pas Maurice Allais, décédé le 9 octobre. Ce grand théoricien libéral, prix Nobel d'économie, eut le courage de démontrer la nécessité du protectionnisme alors que les ultra-libéraux étaient sur le haut de la vague. Il nous avait redonné courage. Il le paya d'une condamnation à la mort sociale : exclusion de toutes les antennes, censure de ses thèses.